

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2947

22 novembre 2013

SOMMAIRE

2307521 Ontario Inc.	141412	Else 2 S.à r.l.	141417
ABC Import-Export Corp.	141413	EPF Acquisition Co 1 S.à r.l.	141418
APi Group Lux S.à r.l.	141446	EPF Acquisition Co 2 S.à r.l.	141419
Charitable Luxembourg Two Sàrl	141410	Etudes Conseils et Montages S.à r.l.	141417
Compass Invest International S.A.	141415	Ferinox S.à r.l.	141419
Comptoir des énergies renouvelables et de la ventilation Sàrl	141410	Fifteen S.A.	141419
Contrack Technologies S.à r.l.	141410	Fin Claude S.A.	141410
Corum International S.A.	141415	Finext S.à r.l.	141456
Covalfi S.A.	141415	Finnet SA	141419
Covalfi S.A.	141414	Finnet SA	141456
CPI GH Portfolio S.à r.l.	141416	Fiocco S.A. SPF	141456
CPI I&G 1 S.à r.l.	141416	Gateway Bidco S.à r.l.	141419
CPI I&G Finance Co. S.à r.l.	141415	Invest 2000 S.A.	141427
CPI I&G Germany S.à r.l.	141416	Mavi	141454
CPI Kildare S.à r.l.	141413	MMC Holding	141411
CPI Poland Holdings S.à r.l.	141417	MPT RHM Vesalius	141411
CPI ReCo II S.à r.l.	141414	N. Arend II, Société civile immobilière ..	141420
CPI ReCo I S.à r.l.	141417	Nyl S.A.	141427
CPPL Lux 1	141414	OHA AvAero Holdings S.à r.l.	141410
CS Energies SA	141416	OT Luxco 3 & Cy S.C.A.	141412
Dalia Air Line	141418	Pearl Investments S.à r.l.	141422
Dalt Vila S.A.	141414	Real Asset Investment Funds Luxembourg SA, SICAV-FIS	141431
D.R.C. S.A.	141414	Roof Garden S.A.	141424
Duemme Sicav	141416	Sensei International S.A.	141412
Duvel Asset Company Sàrl	141418	SES Broadband Services S.A.	141411
Eagle Trading S.à r.l.	141418	Systemat Belux S.A.	141412
E.C. Handelsagentur - Euro-Cuisines S.A.	141415	Tradis Sàrl	141425
Eivissa S.A.	141417	Unistar S.A.	141413
Else 1 S.à r.l.	141418	United Brokers S.A.	141413
		Universal Wind S.à r.l.	141413

Fin Claude S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 124.501.

Le bilan au 31.12.2012 et les documents y annexés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147337/10.

(130179902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Contrack Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3340 Huncherange, 65, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 157.343.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013147258/10.

(130180526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

CERV, Comptoir des énergies renouvelables et de la ventilation Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8821 Koetschette, 8B, Zone Industrielle de Riesenhaff.
R.C.S. Luxembourg B 173.637.

Je soussigné, M. LENEL Sébastien, responsable technique, né le 4 janvier 1981 à Virton (Belgique), demeurant à B-6730 Bellefontaine, 249, Rue de la Chevratte, déclare démissionner du poste de gérant de la société luxembourgeoise Comptoir des énergies renouvelables et de la ventilation Sàrl, en abrégé CERV, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B avec prise d'effet au 15 octobre 2013.

À Koetschette, le 15 octobre 2013.

LENEL Sébastien.

Référence de publication: 2013147255/12.

(130180288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Charitable Luxembourg Two Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 119.346.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Référence de publication: 2013147250/10.

(130179880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

OHA AvAero Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 158.233.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013147553/12.

(130179755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

MMC Holding, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.175,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 148.170.

Extrait du contrat de cession de parts sociales

En vertu de l'acte de transfert de parts, daté du 05 juin 2013, Clovis Capital S.A., a transféré la totalité de ses parts détenues dans la Société de la manière suivante:

6 parts sociales d'une valeur nominale d'EUR 25, à la société Nautilus Services Limited, une limited company, ayant son siège social au Units 10-12, Springates East, Government Road, Charlestown, Saint-Kitts-et-Nevis, enregistrée auprès du Nevis Financial Services Registry sous le numéro C38126.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2013147524/18.

(130180213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

MPT RHM Vesalius, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 180.229.

RECTIFICATIF*Extrait*

En référence de la rubrique «L130174952» déposé le 14 octobre 2013, l'adresse exacte des nouveaux gérants Leanne Noel McWilliams et James Kevin Hanna est:

- demeurant professionnellement au 1000 Urban Center Drive, Suite 501, 35242 Birmingham, Alabama, Etats-Unis d'Amérique

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2013147531/18.

(130180176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

SES Broadband Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6832 Betzdorf, Château de Betzdorf.

R.C.S. Luxembourg B 57.624.

EXTRAIT

Suite au Conseil d'Administration de la société tenu le 19 juillet 2013, Monsieur Antonio Bove, en sa qualité de Directeur Produit Développement, et Monsieur Ralf Kierspel, en sa qualité de Directeur des Opérations, tous deux avec adresse professionnelle au Château de Betzdorf L-6815 Betzdorf, ont été nommés Délégués à la gestion journalière avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Le Conseil d'Administration prend note de la démission de Monsieur Peter Schüler.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Betzdorf, le 21 Octobre 2013.

Pour la Société

Pierre Margue

Un mandataire / Vice President, Legal Services Corporate and Finance

Référence de publication: 2013147644/18.

(130180385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

OT Luxco 3 & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 162.949.

—
Rectificatif L130179086

Les Comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Référence de publication: 2013147568/11.

(130179819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Sensei International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 33.798.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Société tenue en date du 18 octobre 2013

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société Sensei International S.A. tenue le 18 octobre 2013, que:

L'assemblée décide de renouveler les mandats des Administrateurs:

- Monsieur Frédéric Noël;
- Monsieur Vadim Giner;
- V.D. Nominees Limited.

Leurs mandats s'achèveront lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2017.

Pour extrait sincère et conforme

Pour la société

Le Domiciliataire

Référence de publication: 2013147640/19.

(130179822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Systemat Belux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4702 Pétange, 24, rue Robert Krieps.
R.C.S. Luxembourg B 157.724.

—
Les comptes consolidés au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Référence de publication: 2013147636/10.

(130179875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

2307521 Ontario Inc., Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1420 Luxembourg, 5-11, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 169.578.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 19 Septembre 2013

1. Le siège social de la Société a été transféré du 7, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg au 5-11 avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg avec effet au 1^{er} Septembre 2013.

Luxembourg, le 22 Octobre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour 2307521 Ontario Inc. Luxembourg Branch.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2013147712/14.

(130180415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

United Brokers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 102.880.

—
Extrait de délibérations adoptées par l'assemblée générale tenue le 30 septembre 2013

L'assemblée générale prend acte de la démission de Monsieur André EMSIX de ses fonctions d'administrateur
L'assemblée générale nomme Monsieur Olivier EMSIX-MESTREIT, demeurant au 88, Boulevard Louis Schmidt B-1040 Bruxelles, aux fonctions d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2016.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013147693/12.
(130179813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Unistar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 146.426.

—
Dépôt complémentaire du dépôt enregistré et déposé le 6 septembre 2013 sous la référence L130154355

Il est à noter que LEXINGTON GOVERNANCE LIMITED personne morale, administrateur de notre société a comme représentant légal Monsieur Andrew Simon DAVIS, né le 28 juillet 1963 à Londres et domicilié professionnellement au 41, Chalton Street NW1 1JD, Londres, Royaume -Uni.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013147692/12.

(130180160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Universal Wind S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 72.618.

—
Les comptes annuels au 30 avril 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013147691/11.

(130180606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

ABC Import-Export Corp., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 24.112.

—
Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013147791/10.

(130180690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

CPI Kildare S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 116.774.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147926/9.

(130180756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Dalt Vila S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 164.262.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147935/9.

(130181421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

D.R.C. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 83.889.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 25 juin 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 25 juillet 2013.

Référence de publication: 2013147934/11.

(130181209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

CPI ReCo II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 121.200.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147929/10.

(130180800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

CPPL Lux 1, Société Anonyme.

Capital social: EUR 126.850,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 77.025.

Le bilan de la société au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013147930/12.

(130180687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Covalfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 125.507.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

COVALFI S.A.

Signature

Référence de publication: 2013147920/12.

(130181373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Covalfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 125.507.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 21 octobre 2013

L'Assemblée Générale ratifie la décision du Conseil d'Administration du 19 août 2013 de coopter aux fonctions d'administrateur Monsieur Barry Black, en remplacement de Madame Catherine Peuteman, administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2017.

Extrait sincère et conforme

COVALFI S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2013147919/14.

(130181372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Corum International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 76.795.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013147918/11.

(130181366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Compass Invest International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 136.257.

—
Les Comptes Annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013147917/10.

(130180931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

E.C. Handelsagentur - Euro-Cuisines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 77, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 50.469.

—
Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147949/9.

(130181286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

CPI I&G Finance Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.444.

—
Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147923/10.

(130180860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

CPI GH Portfolio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 124.717.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147922/10.

(130180736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

CPI I&G Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.340.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147924/10.

(130180972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

CPI I&G 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 124.462.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147925/10.

(130180625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Duemme Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 65.834.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147946/9.

(130180848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

CS Energies SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 4-6, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 143.228.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} octobre 2013 que:

1. L'assemblée transfère le siège social au 4-6 avenue Victor Hugo L-1750 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013147933/15.

(130181328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Eivissa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 164.260.

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147953/9.

(130181423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

CPI Poland Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.396.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147927/10.

(130180763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

CPI ReCo I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 121.201.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147928/10.

(130180780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Else 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 129.601.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147956/10.

(130180986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Etudes Conseils et Montages S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 4-6A, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 160.174.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} octobre 2013 que:

1. L'assemblée transfère le siège social au 4-6 avenue Victor Hugo L-1750 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013147960/15.

(130181322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Eagle Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 88.685.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147968/9.

(130180870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Else 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 129.586.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147955/10.

(130180978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Dalia Air Line, Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 111.757.

Le Bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013147940/10.

(130181229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Duvel Asset Company Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 176.160.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 25 juin 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 26 août 2013.

Référence de publication: 2013147939/11.

(130181370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

EPF Acquisition Co 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 174.259.

Extrait des résolutions écrites de l'Associé unique en date du 18 septembre 2013

En date du 18 septembre 2013, l'Associé unique de la société EPF Acquisition Co 1 S.à r.l. a prit les résolutions suivantes:

1. L'Associé unique décide de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée Monsieur Shaun Collins, né le 23 mai 1968 à Hickley (Royaume-Unis), demeurant professionnellement au 25 St. George Street, Londres W1S 1FS en tant que gérant de classe A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147981/14.

(130180812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

EPF Acquisition Co 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 174.260.

Extrait des résolutions écrites de l'Associé unique en date du 18 septembre 2013

En date du 18 septembre 2013, l'Associé unique de la société EPF Acquisition Co 2 S.à r.l. a prit les résolutions suivantes:

1. L'Associé unique décide de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée Monsieur Shaun Collins, né le 23 mai 1968 à Hickley (Royaume-Unis), demeurant professionnellement au 25 St. George Street, Londres W1S 1FS en tant que gérant de classe A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147982/14.

(130180811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Fifteen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 100.817.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148016/9.

(130181312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Ferinox S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3320 Berchem, 45, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 103.570.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148013/10.

(130180791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Signature.

Gateway Bidco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 179.622.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Référence de publication: 2013148040/11.

(130180696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Finnet SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 138.684.

En date du 03 octobre 2013 j'ai démissionné de ma fonction d'administrateur de la société FINNET S.A., ayant son siège social à 26-28 rives de Clausen à L-2165 Luxembourg, RCSL B138684.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013148024/10.

(130181211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

N. Arend II, Société civile immobilière, Société Civile.

Siège social: L-1513 Luxembourg, 72, boulevard Prince Félix.

R.C.S. Luxembourg E 4.854.

L'an deux mil treize, le vingt-cinquième jour de septembre,

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

1.- Monsieur Nico AREND, administrateur de sociétés, né à Clervaux, le 23 janvier 1950, demeurant au 72, Boulevard Prince Félix, L-1513 Luxembourg,, matricule 19500123136; et

2.- Maître Georges GUDENBURG, avocat, né à Luxembourg, le 25 novembre 1964, demeurant professionnellement au 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

Ici représenté par Madame Sophie Mathot, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Senningerberg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par les comparants et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, es qualités qu'ils agissent ont exposé au notaire et l'ont prié d'acter ce qui suit:

- que Messieurs Nico Arend et Georges Gudenburg, précités sont les deux (2) seuls associés actuels de la société civile immobilière N. AREND II, Société civile immobilière, numéro matricule 20127002135, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro E 4854, ayant son siège social sis au 72, Boulevard Prince Félix L-1513 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 27 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2258 du 11 septembre 2012 (la "Société").

- que les statuts de la Société ont été modifiés à deux reprises suivant actes du notaire instrumentant (1) en date du 19 décembre 2012 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 549 du 6 mars 2013 et rectifié suivant acte du notaire soussigné en date du 25 septembre 2013 non encore publié au Mémorial C et (2) en date du 27 juin 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2168 du 5 septembre 2013 et rectifié suivant acte du notaire soussigné en date du 25 septembre 2013, non encore publié au Mémorial C.

- que le capital social est fixé à EUR 3.316.470 (trois millions trois cent seize mille quatre cent soixante-dix euros) représenté par 331.647 (trois cent trente et un mille six cent quarante-sept) parts d'une valeur d'EURO 10 (dix euros) chacune, entièrement libérées. Les parts sont réparties en parts sociales libellées 331.547 (trois cent trente et un mille cinq cent quarante-sept) parts classe «A» et 100 (cent) parts classe «B».

- que les parts sociales de la Société sont actuellement réparties comme suit:

1. Monsieur Nico AREND, précité,	98 parts B et 331.547 parts A
2. Monsieur Georges GUDENBURG, précité,	2 parts B

Sur ce, les comparants agissant en tant que seuls associés de la Société et se constituant en assemblée, ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de EUR 570.000 (sept cent trente-cinq mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 3.316.470 (trois millions trois cent seize mille quatre cent soixante-dix euros) au montant de EUR 3.886.470 (trois millions huit cent quatre-vingt-six mille quatre cent soixante dix euros) à par la création et l'émission de 57.000 (cinquante-sept mille) parts de classe A d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts de classe A actions existantes.

Souscription et Libération

Ensuite, Monsieur Nico AREND, précité a déclaré souscrire les 57.000 (cinquante-sept mille) parts de classe A et les libérer intégralement au moyen d'un apport autre qu'en numéraire évalué globalement à EUR 570.000 (cinq cent soixante-dix mille euros) consistant en la pleine propriété des immeubles suivants:

1. - Dans un immeuble en copropriété dénommé «Résidence Rose et Lis» sis à Bereldange, 7et 9 route de Luxembourg, inscrit au cadastre comme suit:

Commune de Walferdange, section C de Bereldange

- numéro 146/3360, lieu-dit «Cité Grand-Duc Jean», place (occupée), immeuble en copropriété, contenant 23 ares 48 centiares.

1.- en propriété privative et exclusive: (en millièmes)

- Le lot 002 P U 81,

Savoir une unité «Parking intérieur» au sous-sol, représentant 1,820

- Le lot 003 P U 81,

Savoir une unité «Parking intérieur» au sous-sol, représentant	1,840
- Le lot 054 A D 81,	
Savoir une unité «Dépôt» au sous-sol, représentant	3,500
- Le lot 089 A D 00,	
Savoir une unité «Commerce(s)» au rez-de-chaussée, représentant	43,360
2.- en copropriété et indivision forcée:	50,520

Correspondant aux éléments privatifs prédécrits, une quotité de CINQUANTE virgule CINQ CENT VINGT MILLIÈMES INDIVIS dans les choses communes, y compris le sol ou terrain.

Ces parts d'immeuble sont évaluées à la somme d'EUR 570.000 (cinq cent soixante-dix mille euros) par l'Apporteur.

Titre de propriété

Monsieur Nico AREND est propriétaire de ces parts d'immeubles:

- suivant acte de vente en l'état futur d'achèvement reçu par le notaire Léon Thomas dit Tom METZLER, alors de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 22 mars 2007, numéro 75.034 de son répertoire, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg le 2 mai 2007, volume 2055, numéro 81.

L'Apporteur précité, ici présent DECLARE en outre QUE:

1.- les biens immeubles sont apportés dans leur état actuel, avec toutes les appartenances et dépendances, ainsi qu'avec toutes les servitudes actives et passives pouvant y être attachées, sans garantie pour la contenance des terrains ni pour les indications cadastrales.

2.- de plus il n'est assumé aucune garantie pour les vices soit apparents soit cachés pouvant y être attachés.

3.- l'entrée en jouissance des immeubles apportés aura lieu immédiatement et tous les impôts fonciers et autres charges pouvant les grever sont à la charge de la Société à partir de ce jour.

4.- il n'existe aucun obstacle à l'apport des immeubles à la Société.

5.- à la demande expresse du notaire instrumentant, l'Apporteur déclare que l'objet du présent apport n'est grevé d'aucun droit de préemption au profit d'un tiers.

6.- l'Apporteur garantit que les immeubles sont libres des toutes dettes hypothécaires et privilégiées, même occultes.

Performance énergétique

L'Apporteur remet à l'instant à la Société, qui le reconnaît par son gérant ici présent, copie du certificat de performance énergétique (Energiepass) pour l'immeuble prédécrit.

La copie de la première page, paraphée «ne varietur» par les comparants et le notaire, restera annexée aux présentes à titre d'information.

Répartition des parts

Deuxième résolution

Les associés décident en conséquence de modifier l'article cinq des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 5. Le capital social est fixé à 3.886.470 (trois millions huit cent quatre-vingt-six mille quatre cent soixante dix euros) représenté par 388.647 (trois cent quatre-vingt-huit mille six cent quarante-sept) parts d'une valeur d'EURO 10 (dix euros) chacune, entièrement libérées. Les parts sont réparties en parts sociales libellées 388.547 (trois cent quatre-vingt-huit mille cinq quarante-sept) parts classe «A» et 100 (cent) parts classe «B».

Constat

Les 388.647 parts sont réparties en 388.547 parts A et 100 parts B comme suit:

1. Monsieur Nico AREND, précité,	98 parts B et 388.547 parts A
2. Monsieur Georges GUDENBURG, précité,	2 parts B

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de huit mille quatre cents Euros (EUR 8.400).

Pouvoirs

Les comparants agissant dans un intérêt commun donnent pouvoir à tous clerks et/ou employés de l'Étude du notaire soussigné, chacun pouvant agir individuellement, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcription, enregistrement, publications, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont signé avec nous le présent acte.

Signé: Nico Arend, Sophie Mathot, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 01 octobre 2013 LAC / 2013 / 44486. Reçu 3.420.-€ 570.000,00 € à 0,50 % = 2.850,00 € + 2/10 = 570,00 € 3.420,00 €

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 15 octobre 2013.

Référence de publication: 2013144989/121.

(130177089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Pearl Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 117.783.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of September,

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg) who will keep the original of this deed.

APPEARED:

Prista Holdings Ltd, a limited company incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, with registered office at c/o W.S. Walker & Company, Caledonia House, Mary Street, P.O. Box 265G, George Town, Grand Cayman, Caymans Islands, registered with the Cayman Islands Commercial Registry under number WK-144931,

here represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee of notary Francis Kesseler, professionally residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed ne varietur by the notary and the proxy-holder, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

This appearing party, represented as stated above, declares and requests the notary to act:

1) That Pearl Investments S.à r.l., is a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under Luxembourg laws, with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 117.783 and having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) and that it has been incorporated pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary public then residing in Luxembourg-Bonnevoie, Grand Duchy of Luxembourg on 30 June 2006 and published on September 15, 2006 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1725 (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have never been amended since then.

2) That the Company's share capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by two hundred fifty (250) shares, in registered form, having a par value of fifty euro (EUR 50.-) each, all of which are fully paid up.

3) That the appearing party is the holder of all the shares of the Company.

4) That the appearing party has decided to dissolve and to liquidate the Company, which has discontinued all activities.

5) That the appearing party appoints itself as liquidator of the Company, and in its capacity as liquidator of the Company has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of this deed.

6) That the appearing party in its capacity as liquidator of the Company declares that it irrevocably undertakes to settle any presently known and unknown unpaid liabilities of the dissolved Company.

7) That the appearing party declares that it takes over all the assets of the Company and that it will assume any existing debt of the Company even if unknown at present.

8) That the liquidation of the Company is to be construed as definitely terminated.

9) That full and entire discharge is granted to the managers for the performance of their assignment.

10) That all the shares of the dissolved Company have been cancelled.

11) That the corporate documents of the dissolved Company shall be kept for the duration of five years at least at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the Company as a result of the present deed, is approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English and French, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the latter signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuvième jour de septembre,

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

A COMPARU:

Prista Holdings Ltd., c/o W.S. Walker & Company, Caledonia House, Mary Street, P.O. Box 265G, George Town, Grand Cayman, Iles Cayman, inscrite au Registre du Commerce des Iles Cayman sous le numéro WK-144931,

représentée par Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée du notaire Francis Kessler, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le notaire et le mandataire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La partie comparante, représentée comme ci-dessus, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

1) Que Pearl Investments S.à r.l. est une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Luxembourg, dont le siège social est situé au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.783 et disposant d'un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) et qu'elle a été constituée suivant acte reçu par Maître Léon Thomas, connu sous le nom de Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, Grand-Duché de Luxembourg en date du 30 juin 2006 et publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations le 15 septembre 2006 sous le numéro 1725 (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis.

2) Que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales, sous forme nominative, d'une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50) chacune, toutes entièrement libérées.

3) Que la partie comparante détient la totalité des parts sociales de la Société.

4) Que la partie comparante a décidé de dissoudre et de liquider la Société, qui a interrompu ses activités.

5) Que la partie comparante se désigne comme liquidateur de la Société et aura pleins pouvoirs pour signer, exécuter et délivrer tout acte et document, procéder à toute déclaration et entreprendre tout ce qui est nécessaire ou utile pour rendre effectives les dispositions du présent acte.

6) Que la partie comparante en sa qualité de liquidateur de la société déclare s'engager de manière irrévocable à régler tout le passif dû actuellement connu et inconnu de la Société dissoute.

7) Que la partie comparante déclare qu'elle reprend tout l'actif de la Société et qu'elle s'engagera à régler tous les engagements de la Société même inconnus à l'heure actuelle.

8) Que la liquidation de la Société est à considérer comme définitivement close.

9) Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants pour l'exécution de leur mandat.

10) Qu'il a été procédé à l'annulation des parts sociales de la Société dissoute.

11) Que les documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

141424

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, ce dernier a signé avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Moutrier Blanche

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23 septembre 2013. Relation: EAC/2013/12259.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013145040/111.

(130176745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Roof Garden S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 71.607.

L'an deux mille treize, le onze septembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme régie par les lois du Luxembourg "ROOF GARDEN S.A.", établie et ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 71607 (la "Société"), constituée originairement sous la dénomination de "NUGGET INTERNATIONAL S.A.", suivant acte reçu par Maître Léonie GRETHEN, notaire alors de résidence à Rambrouch, en remplacement de son collègue Maître Jacques DELVAUX, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 25 août 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 889 du 25 novembre 1999,

et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par ledit notaire Jacques DELVAUX, en date du 3 juillet 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1634 du 25 août 2009.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Roberto PIATTI, expert-comptable, demeurant professionnellement à I-20121 Milan, 49, Corso Giuseppe Garibaldi (Italie).

Le Président désigne Madame Nathalie MAGER, employée, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Madame Regina ROCHA-MELANDA, employée, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Réduction du capital à hauteur de quatre millions cent sept mille huit cent soixante euros (4.107.860,- EUR) pour le ramener de son montant actuel de vingt- cinq millions cinq cent vingt mille euros (25.520.000,- EUR) à vingt et un millions quatre cent douze mille cent quarante euros (21.412.140,- EUR) par annulation de quatre cent dix mille sept cent quatre-vingt-six (410.786) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune et remboursement du montant de quatre millions cent sept mille huit cent soixante euros (4.107.860,- EUR) aux actionnaires actuels, l'annulation et le remboursement étant réalisés en proportion de leur participation dans le capital social;

2. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 5 des statuts;

3. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées ne varient par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de réduire le capital social à hauteur de quatre millions cent sept mille huit cent soixante euros (4.107.860,- EUR) pour le ramener de son montant actuel de vingt-cinq millions cinq cent vingt mille euros (25.520.000,- EUR) à vingt et un millions quatre cent douze mille cent quarante euros (21.412.140,- EUR) par annulation de quatre cent dix mille sept cent quatre-vingt-six (410.786) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune et remboursement du montant de quatre millions cent sept mille huit cent soixante euros (4.107.860,- EUR) aux actionnaires actuels, l'annulation et le remboursement étant réalisés en proportion de leur participation dans le capital social.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent, à l'annulation des actions et au remboursement des actionnaires.

Délai de remboursement:

Le notaire a attiré l'attention de l'Assemblée sur les dispositions de l'article 69 de la loi sur les sociétés commerciales instaurant une protection en faveur des créanciers éventuels de la société, le remboursement effectif aux actionnaires ne pouvant avoir lieu librement et sans recours de leur part que 30 (trente) jours après la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution adoptée ci-avant, l'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. (premier alinéa).** Le capital social est fixé à vingt et un millions quatre cent douze mille cent quarante euros (21.412.140,- EUR), représenté par deux millions cent quarante et un mille deux cent quatorze (2.141.214) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,-EUR) chacune."

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, le Président ajourne l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille quatre cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. PIATTI - N. MAGER - R. ROCHA-MELANDA - C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 septembre 2013. Relation: LAC/2013/41822.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Référence de publication: 2013145081/81.

(130176554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Tradis Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3480 Dudelange, 24, rue Gaffelt.

R.C.S. Luxembourg B 180.841.

—
STATUTS

L'an deux mille treize, le trois octobre.

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Julien DOMINGUEZ, demandeur d'emploi, né à Thionville/Moselle (France), le 20 juillet 1987, demeurant à F-57100 Thionville, 34, route de Marspich;

2.- Yuliya DÉNYSSSENKO, gérante, née à Donetsk (Ukraine), le 17 mai 1972, demeurant à L-5243 Sandweiler, 25, An de Strachen.

Les comparants ont requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre elles.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de TRADIS SARL.

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Dudelange.

Art. 3. La société a pour objet le négoce (achat/revente) de fournitures industrielles:

- tout type (matière, nuance, diamètre et épaisseur) de tube,
- profilés,
- tôles,
- éléments de robinetterie et tuyauterie,
- outillage et machine-outil,
- consommables,
- métaux d'apport pour soudage,
- équipements de protection collective et individuelle,

ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500.-) euros, représenté par cent (100) parts de cent vingt-cinq (125.-) euros chacune.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription et libération

Les parts ont été souscrites comme suit:

1.- Julien DOMINGUEZ, demandeur d'emploi, né à Thionville/Moselle (France), le 20 juillet 1987, demeurant à F-57100 Thionville, 34, route de Marspich, soixante-quinze parts	75
2.- Yuliya DÉNYSSSENKO, gérante, née à Donetsk (Ukraine), le 17 mai 1972, demeurant à L-5243 Sandweiler, 25, An de Strachen, vingt-cinq parts	25
Total: Cent parts	100

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

Frais.

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à huit cent cinquante (850.-) euros.

Assemblée Générale Extraordinaire.

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-3480 Dudelange, 24, rue Gaffelt.
- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- Est nommé gérant, pour une durée illimitée:

Julien DOMINGUEZ, demandeur d'emploi, né à Thionville/Moselle (France), le 20 juillet 1987, demeurant à F-57100 Thionville, 34, route de Marspich.

La société est engagée par la signature du gérant unique.

Déclaration

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après information par le notaire aux comparants que la constitution de la présente société ne dispense pas, le cas échéant, la société de l'obligation de demander une autorisation de commerce afin de pouvoir se livrer à l'exercice des activités décrites plus haut sub "objet social" respectivement après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, de tout ce qui précède, Ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Dominguez, Dényssenko et Molitor

Enregistré à LUXEMBOURG A.C., le 7 octobre 2013. Relation LAC/2013/45529. Reçu soixante quinze euros 75.-

Le Receveur ff. (signé): Frising.

Référence de publication: 2013145158/78.

(130176964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Invest 2000 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 37.937.

Nyl S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9556 Wiltz, 32, rue des Rochers.

R.C.S. Luxembourg B 20.256.

— PROJET COMMUN DE FUSION

Par absorption de la société Anonyme NYL SA

(Article 261 et suivant de la Loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales)

1. Opération projetée. Le conseil d'administration de la société anonyme «Invest 2000» et le conseil d'administration de la société anonyme «Nyl» ont décidé de présenter à leur Assemblée Générale respective un projet commun de fusion par absorption.

La fusion projetée se fera par absorption de l'entière du patrimoine de la société anonyme «Nyl SA» par la société anonyme «INVEST 2000 SA».

- La société Anonyme «Nyl», ayant son siège social à L-9556 Wiltz 32 rue des Rochers a été constituée suivant acte reçu par Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 mars 1983. Les statuts ont été publiés au Mémorial C numéro 95 du 7 avril 1983 et modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Me Anja HOLTZ, en date du 2 juillet 2012 publié au Mémorial C n° 2605 du 19 octobre 2012

Cette société est immatriculée au Registre du Commerce de Luxembourg sous le numéro B 20.256

Elle sera dénommée par la suite «société absorbée».

- La société anonyme «INVEST 2000 SA», ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, route d'Esch, 7 a été constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, Notaire de résidence à Mersch, en date du 26 Août 1991. Les statuts ont été publiés au Mémorial C numéro 78 du 9 mars 1992 et modifiés suivants actes reçus par Me Anja HOLTZ en date du 25 novembre 2011 publié au Mémorial C N° 258 du 31 janvier 2012.

Cette société est immatriculée au Registre du Commerce de Luxembourg sous le numéro B 37.937

Elle sera dénommée par la suite «société absorbante»

2. Situation juridique de la société absorbée et de la société absorbante.

1. «Nyl SA»

Le capital social de la société anonyme «Nyl SA» est divisé en vingt neuf mille trois cent quarante trois actions (29.343) actions sans désignation de valeur nominale, représentant globalement un capital de deux millions nonante et un mille euros (EUR 2.091.000,-). Ces actions sont entièrement libérées.

Historique de la société

- La société anonyme «Nyl SA», ayant son siège social à L-9556 Wiltz 32 rue des Rochers a été constituée suivant acte reçu par Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 mars 1983. Les statuts ont été publiés au

Mémorial C numéro 95 du 7 avril 1983. A l'origine, son capital s'élevait à quatre millions trois cent cinquante mille francs luxembourgeois (4.350.000,- Luf) représentés par quatre cent trente cinq (435) actions de cent mille francs luxembourgeois.

- En date du 12 décembre 1989, les statuts de la société ont été modifiés auprès de Me André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg. Cette modification a été publiée au Mémorial C n° 220 du 4 juillet 1990.

- Par ailleurs, l'assemblée générale du 21 novembre 2008 a procédé réduction du capital de 76.833,68 € pour le porter à 31.000 € ainsi qu'à une refonte globale de ses statuts auprès de Me Anja HOTLZ notaire de résidence à Wiltz. Cette modification a été publiée au Mémorial C N°408 du 24 février 2009.

- Enfin, les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Me Anja HOLTZ, en date du 2 juillet 2012 afin de porter le capital de la société de 31.000 € à deux millions nonante et un mille euros (2.091.000,- €) par création de vingt huit mille neuf cent huit (28.908) actions nouvelles. Cette modification a été publiée au Mémorial C n° 2605 du 19 octobre 2012.

2. «INVEST 2000 SA»

Le capital social de la société anonyme «INVEST 2000» est divisé actuellement en vingt six mille sept cent quinze actions (26.715) actions sans désignation de valeur nominale, représentant globalement un capital de six cent soixante deux mille euros (EUR 662.000,-). Ces actions sont entièrement libérées.

Historique de la société

La société anonyme «Invest 2000 SA», ayant son siège social avec L-1470 Luxembourg, route d'Esch a été constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Mersch, en date du 26 Août 1991. Les statuts ont été publiés au Mémorial C numéro 78 du 9 mars 1992. A l'origine, le capital s'élevait à deux millions cinq cent mille francs luxembourgeois (2.500.000,-Luf) représentée par 2.500 actions ayant une valeur nominale de mille francs luxembourgeois. (1000,-Luf).

En date du 25 novembre 2011, la société «INVEST 2000 SA» a procédé une conversion de son capital en euros et à une augmentation du capital de six cent mille vingt six euros et soixante deux cent (600.026,62,-€) avec création de 24.215 d'actions nouvelles avec suppression de la valeur nominale de manière à ce que capital soit fixé à six cent soixante deux mille euros (662.000,-€). La modification des statuts a été publiée au Mémorial C numéro N° 258 du 31 janvier 2012.

Il est mentionné que les deux sociétés existantes n'ont pas créé de parts de fondateurs ni émis d'emprunt obligataire.

Que la clôture des exercices sociaux est fixée au 31 décembre de chaque année pour chacune des deux sociétés.

Les situations actives et passives arrêtées au 30 septembre 2013 par les organes de gestion respectifs serviront de base aux opérations de fusion.

3. Motif de la fusion projetée. La Société Anonyme «NYL», société à absorber, a pour objet:

«La société a pour objet rachat la vente, la gestion de biens immobiliers pour compte propre, la prestation de services administratifs et bureautiques à l'exclusion de toutes activités rentrant dans le cadre des professions d'expert comptable et de conseil économique.

Elle a aussi pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession, la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et ou développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.»

L'objet social de la SA «INVEST 2000 SA», société absorbante, a pour objet:

«La société a pour objet l'acquisition et la vente, la location, la gestion et l'administration de tout bien mobiliers et immobiliers situés au Grand-duché du Luxembourg et à l'étranger. Elle pourra agir soit seul soit en association avec des tiers soit pour son compte soit pour le compte d'autrui et pourra entreprendre toutes opérations commerciales industrielles ou financières relevant de son domaine d'activité ou s'y rattachant directement ou indirectement. Elle pourra, même dans des domaines échappant à l'activité ci-dessus décrite mener toutes actions utiles au développement de ses activités et pourra notamment participer sous quelque forme que ce soit à d'autres sociétés ou entreprises luxembourgeoises ou étrangère, acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport de souscription ferme ou d'option d'achat de négociation et e toute autre manière. D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger»

Partant du fait que les actionnaires de la société absorbée et de la société absorbante sont identiques et que ces sociétés exercent un objet social analogue, il nous semble adéquat de proposer la fusion des 2 sociétés; ce qui permettrait de rationaliser les coûts au sein d'une seule et même structure et donc de réaliser des économies d'échelle. Cette fusion permettrait également de simplifier le processus de décision et de management au sein d'une seule entité juridique.

4. Accords préalables, Entrée en jouissance, Date des opérations comptables. La fusion ne deviendra définitive qu'après réalisation des conditions suspensives énumérées in fine.

A cet égard, il est spécifié qu'aucune opération importante affectant les biens apportés n'a été effectuée dans la société absorbée, en dehors d'opérations découlant de l'exploitation normale et courante.

Les soussignés conviennent, en outre, que jusqu'à la réalisation effective de la fusion, les deux sociétés se concerteront sur leur politique générale, et qu'en particulier, aucune d'elles ne prendra, sans l'accord de l'autre, d'engagements susceptibles de modifier de façon appréciable la consistance de leurs actifs ou l'importance de leurs passifs en dehors de ceux résultant des opérations normales d'exploitation.

La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte la société absorbante est le 1^{er} octobre 2013.

5. Situation active et Passive au 30/09/2013 de la société absorbée et de la société absorbante Opération de fusion par absorption.

1. NYL SA — société absorbée		
ACTIFS IMMOBILISES		2 205 267,21
III IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 205 267,21	
ACTIFS CIRCULANTS		43 284,37
II CREANCES		
III VALEURS MOBILIERES		
IV AVOIRS EN BANQUES	43 284,37	
COMPTES DE REGULARISATION		
TOTAL ACTIF		2 248 551,58
CAPITAUX PROPRES		
I. CAPITAL SOUSCRIT	2 091 000,00	
IV. RESERVES		
1. Réserve légale	3 100,00	
V. RESULTATS REPORTEES	-208 642,76	
VI. RESULTAT DE L'EXERCICE	52 175,08	
DETTES NON SUBORDONNEES	310 919,26	310 919,26
TOTAL PASSIF		2 248 551,58
2. INVEST 2000 SA- société absorbante		
FRAIS D'ETABLISSEMENT		938,71
ACTIFS IMMOBILISES		3 662 886,98
III IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 662 886,98	
ACTIFS CIRCULANTS		81 778,01
II CREANCES		
IV AVOIRS EN BANQUES	38 946,33	
COMPTES DE REGULARISATION		
TOTAL ACTIF		3 745 603,70
CAPITAUX PROPRES		
I. CAPITAL SOUSCRIT	662 000,00	
IV. RESERVES		
1. Réserve légale	2 258,83	
V. RESULTATS REPORTEES	-231 336,40	
VI. RESULTAT DE L'EXERCICE	-10 632,88	
PROVISION		
DETTES NON SUBORDONNEES	3 323 314,15	3 323 314,15
TOTAL PASSIF		3 745 603,70

6. Opération de fusion par absorption.

6.1. Transfert du patrimoine actif et passif de la société absorbée à la société absorbante

Il est convenu que la société absorbée transfère sous les garanties ordinaires et de droit, l'ensemble de son actif et de son passif tels que les dits actifs et passifs existent au 30 septembre 2013 à la société absorbante.

La situation active et passive de la société anonyme «Nyl» au 30 septembre 2013 a été arrêtée de manière définitive par le conseil d'administration préalablement à la réunion de l'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur l'opération de fusion telle que proposée.

L'ensemble des actifs et passifs de la société absorbée seront estimés à la valeur comptable de ces éléments telle qu'elle résulte des livres de la société anonyme «Nyl» au 30 septembre 2013

Au terme de la fusion, le bilan de la société «INVEST 2000» s'établira comme suit

FRAIS D'ETABLISSEMENT	938,71	938,71
ACTIFS IMMOBILISES		5 868 154,19
III IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 868 154,19	
ACTIFS CIRCULANTS		125 062,38
II CREANCES	42 831,68	
III VALEURS MOBILIERES		
IV AVOIRS EN BANQUES	82 230,70	
COMPTES DE REGULARISATION		
TOTAL ACTIF		<u>5 994 155,28</u>
CAPITAUX PROPRES		2 359 921,87
I. CAPITAL SOUSCRIT	2 599 594,55	
II. PRIME D'EMISSION	37,77	
IV. RESERVES		
1. Réserve légale	2 258,83	
V. RESULTAS REPORTEES	-231 336,40	
VI. RESULTAT DE L'EXERCICE	-10 632,88	
PROVISIONS		
DETTES NON SUBORDONNEES	3 634 233,41	<u>3 634 233,41</u>
TOTAL PASSIF		<u>5 994 155,28</u>

Conformément à l'article 267 §1 de la Loi modifiée du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, les comptes annuels des trois derniers exercices comptables soit les exercices clôturés aux 31 décembre 2010, 2011, 2012 devront être mis à la disposition des actionnaires un mois au moins avant la date de réunion de l'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur le projet de fusion.

6.2. Rapport d'échange - Rémunération des apports

Compte tenu du fait que les actionnaires de la société absorbée et de la société absorbante sont identiques en nom et en pourcentage de participations, les Conseils d'Administration respectifs proposent de retenir comme méthode d'évaluation - pour déterminer le rapport d'échange à utiliser dans le cadre de l'opération de fusion envisagée - la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs tant de la société absorbée que de la société absorbante telle qu'elle résulte des situations comptables de chacune des deux sociétés arrêtées au 30 septembre 2013. En d'autres termes, compte tenu du cas d'espèce, il est proposé de ne pas tenir compte des plus ou moins values latentes éventuelles qui pourraient exister au niveau des immeubles détenus par chacune des sociétés intervenant dans le processus de fusion.

L'opération de fusion envisagée a pour conséquence de maintenir les actionnaires dans la même proportion de détention au niveau de la société après fusion que celle qu'ils détiennent actuellement tant dans la société absorbée que dans la société absorbante.

Sur base de la situation comptable au 30 septembre 2013:

- Les fonds propres de la société Invest 2000 s'élèvent 422.289,55 € et sont représentés par 26.715 actions. La valeur intrinsèque d'une action d'Invest 2000 s'élève donc à 15,81 €.

- Les fonds propres de la société «Nyl» s'élèvent à 1.937.632,32 € et sont représentés par 29.343 actions. La valeur intrinsèque d'une action de Nyl s'élève à 66,03 €.

Sur cette base, les actions nouvellement créées seront attribuées aux anciens actionnaires de la S.A. «NYL SA» dans la proportion de 4 actions nouvelles pour 1 action ancienne.

Il est donc proposé de procéder à l'opération de fusion par absorption qui aura pour effet d'augmenter le capital social de la société absorbante «INVEST 2000 SA» à concurrence de EUR 1.937.594,55 pour le porter de son montant actuel de EUR 662.000,00 à EUR 2.599.594,55 par l'émission de 122.555 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, majoré d'une prime d'émission de 37,77 EUR.

Ces actions sont entièrement libérées par le transfert à titre universel de tous les actifs et passifs de la société absorbée «Nyl.» à la société absorbante avec effet au 1^{er} octobre 2013 étant précisé que la société absorbante reprend à son compte toutes les opérations réalisées par la société absorbée à partir du 1^{er} octobre 2013 et qu'elle supporte tout le passif, ainsi que les frais, impôts et autres charges qui résultent de la fusion;

6.3. Modalités de remise des actions, droits de vote

Si les actions attribuées sont nominatives, la remise des actions se fera par inscription des actionnaires au registre. Si les actions attribuées sont au porteur, il y aura émission de certificats ou de titres qui seront remis aux actionnaires au siège social.

Les actions ainsi créées conféreront aux actionnaires des droits de vote et des droits aux dividendes et au boni de liquidation éventuels. Les actions nouvelles seront de même nature et conféreront le droit de participer aux bénéfices des nouvelles sociétés à compter du 1^{er} octobre 2013.

Les actions attribuées sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

7. Rapports et Emoluments du Réviseur d'Entreprises. Conformément à l'article 265 (3) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales, il est prévu que l'ensemble des actionnaires des sociétés participants à la fusion renoncent aux rapports des organes d'administration ou de direction.

Toutefois, conformément à l'article 26-1 §2 de la Loi modifiée sur les sociétés commerciales, il sera établi un rapport relatif à l'apport en nature de tous les actifs et passifs de la société absorbée à la société absorbante.

Le rapport respectif prévu par l'article 26-1 §2 de la Loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sera établi par un Réviseur d'entreprises, la société HRT Révision SA, domiciliée rue du Kiem 163 à L-8030 Strassen sera chargée d'établir ce rapport.

Les émoluments du réviseur d'entreprises seront déterminés en fonction des prestations effectuées.

8. Avantages particuliers attribués aux membres des conseils d'administrations des deux sociétés appelées à fusionner. Aucun avantage particulier ne sera attribué aux membres des différents conseils d'administration.

9. Conditions suspensives. La fusion, acceptée par les membres des conseils d'administration des deux sociétés, est expressément subordonnée à la réalisation de deux conditions suspensives ci-après:

1. Approbation par l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme «Nyl SA» du présent projet de fusion, ladite assemblée ayant, en outre, à décider en conséquence de la dissolution de la société;

2. Approbation par l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme «INVEST 2000 SA» du présent projet de fusion.

La réalisation des conditions suspensives énoncées ci-dessus pourra être constatée dans le procès-verbal de la dernière assemblée qui sera réunie par la société absorbée et par l'assemblée de la société absorbante chargée d'entériner la fusion

10. Frais et Droits. Les frais et droit des présentes, et ceux qui en seront les conséquences, seront supportés par la société absorbante; cette société acquittera également tous impôts ou taxes dus par la société absorbée au titre des périodes antérieures à la date de réalisation de la fusion.

Fait à Wiltz, le 15 novembre 2013.

Pour la Société anonyme Invest 2000 / Pour la Société Anonyme Nyl

Le Conseil d'administration / Le conseil d'administration

Référence de publication: 2013159396/235.

(130195777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Real Asset Investment Funds Luxembourg SA, SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 181.435.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fourth day of October.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

KGAL GmbH & Co. KG, a German company having its registered office at Tölzer Straße 15, 82031 Grünwald, Germany, registered with the trade and companies' register of the local court (Amtsgericht) Munich under the registration number HRB 61588;

here represented by Mr Rüdiger Sailer and Mrs Karolina Richard, both lawyers, professionally residing at 21, avenue de la Liberté, L-1931, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its capacity as representative of the shareholder, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

1. Art. 1. Form and Name.

1.1 There is formed an investment company with variable capital -specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) established as a public limited liability company (société anonyme) under the name of "Real Asset Investment Funds Luxembourg SA, SICAV-FIS" (the Company).

1.2 The Company will be governed by the act of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the 2007 Act), the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act) (provided that in case of conflicts between the 1915 Act and the 2007 Act, the 2007 Act will prevail) as well as by these articles of association of the Company (the Articles).

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders (the Shareholders). Any reference to the Shareholders in the Articles will be a reference to the Sole Shareholder if the Company has only one Shareholder.

1.4 The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

2. Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg. As at 1st December 2013 its registered office will be in the municipality of Schuttrange. It may be transferred within the boundaries of the before-mentioned municipalities by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) if and to the extent permitted by law. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders (the General Meeting).

2.2 The Board will further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it deems fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measure will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

3. Art. 3. Duration.

3.1 The Company is formed for an unlimited duration. However, the Company will be automatically put into liquidation upon the termination of a Compartment if no further Compartment is active at that time.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendments of the Articles.

4. Art. 4. Corporate objects.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in assets with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose and may, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(b) borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(c) advance, lend or deposit money or give credit to any subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company or any subsidiaries of the Company or intermediary vehicles;

to the fullest extent permitted under the 2007 Act.

5. Art. 5. Share capital.

5.1 The capital of the Company will be represented by fully paid up shares (the Shares) of no par value and will at any time be equal to the value of the net assets of the Company pursuant to article 11 of these Articles.

5.2 The capital must reach one million two hundred and fifty thousand euro (EUR1,250,000) within twelve (12) months of the date on which the Company has been registered as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé - FIS) under the 2007 Act on the official list of specialised investment funds, and thereafter must not be less than this amount.

5.3 The Company was incorporated with an initial share capital of EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) represented by 31,000 (thirty-one thousand) shares with no par value.

5.4 The Company has an umbrella structure and the Board will set up separate portfolios of assets that represent compartments as defined in article 71 of the 2007 Act (the Compartments, each a Compartment). Each Compartment will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Compartment. The investment objective, policy and other specific features of each Compartment are set forth in the issuing document of the Company drawn up in accordance with article 52 of the 2007 Act (the Memorandum). Each Compartment may have its own funding, Classes, investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy or other specific features.

5.5 The Company is one single legal entity. However, in accordance with article 71(5) of the 2007 Act, the rights of the Shareholders and creditors relating to a Compartment or arising from the setting-up, operation and liquidation of a Compartment are limited to the assets of that Compartment. The assets of a Compartment are exclusively dedicated to the satisfaction of the rights of the Shareholders relating to that Compartment and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the setting-up, operation and liquidation of that Compartment, and there shall be no cross liability between Compartments, in derogation of article 2093 of the Luxembourg civil Code.

5.6 The Board may create each Compartment for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that Compartment one or more times, subject to the relevant provisions of the Memorandum. The Memorandum shall indicate whether a Compartment is incorporated for an unlimited period of time or, alternatively, its duration and, if applicable, any extension of its duration and the terms and conditions for such extension.

5.7 Within a Compartment, the Board may, at any time, decide to issue one or more classes of Shares (the Classes, each class of Shares being a Class) which will be commonly invested but subject to different rights as described in the Memorandum, to the extent authorised under the 2007 Act and the Companies Law, including, without limitation, different:

- (a) type of target investors;
- (b) fees and expenses structures;
- (c) sales and redemption charge structures;
- (d) subscription and/or redemption procedures;
- (e) minimum investment and/or subsequent holding requirements;
- (f) shareholders servicing or other fees;
- (g) distribution rights and policy, and the Board may in particular, decide that Shares pertaining to one or more Class (es) be entitled to receive incentive remuneration scheme in the form of carried interest or to receive preferred returns;
- (h) marketing targets;
- (i) transfer or ownership restrictions;
- (j) reference currencies; and
- (k) any other features as may be determined by the Company from time to time and described in the Memorandum.

5.8 The Company may create additional Classes whose features may differ from the existing Classes and additional Compartments whose investment objectives may differ from those of the Compartments then existing. Upon creation of new Compartments or Classes, the Memorandum will be updated, if necessary.

5.9 A separate Net Asset Value (as defined in article 11 below) per Share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class in the manner described in article 11.

5.10 The Company may establish, within a Compartment or its Classes if any, separate series of Shares in its books (the Series). Consequently, to the extent that Series of Shares will be issued, there will be a separate Net Asset Value per Share of each Series. The Series will be considered for the purposes of the 1915 Act as distinct categories of shares and any reference to a Class in these Articles shall mean, where appropriate, a reference to a particular Series of such Class. The specific features of any such Series will be as further described in the Memorandum.

5.11 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class will, if not already denominated in EUR, be converted into EUR. The capital of the Company equals the total of the net assets attributable to all the Classes of all Compartments.

6. Art. 6. Form of shares.

6.1 Shares will be in registered form (actions nominatives) and will remain in registered form. Shares are issued without par value and must be fully paid up upon issue. Shares are not represented by certificates.

6.2 All issued Shares shall be registered in the register of Shareholders (the Register) and kept by the Company. The Register will be available for inspection by any Shareholder at the registered office of the Company. The Register shall contain the name of each owner of registered Shares, his/her/its residence or domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him/her/it, the amount committed or paid for the Shares, and any Transfer (as defined in article 9 below) and the dates of such Transfers. The ownership of the Shares will be established by the entry in this Register. The Company may delegate this duty to a third party.

6.3 Each investor shall provide the Company with an address, fax number and e-mail address to which all notices and announcements may be sent. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by way of a written notification sent to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

6.4 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Board may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered into the Register by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by the Shareholder.

6.5 The Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the Board has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) or between a pledgor and a pledgee. Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

6.6 Subject to the provisions of article 9, the Transfer of Shares may be effected by a written declaration of Transfer entered in the Register, such declaration of Transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code. The Board may also accept as evidence of Transfer other instruments of Transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

7. Art. 7. Issue of shares.

7.1 The Board is authorised to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the Shares to be issued for the existing Shareholders.

7.2 Shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Act (the Well-Informed Investors).

7.3 Any conditions to which the issue of Shares may be submitted will be detailed in the Memorandum provided that the Board may in particular:

(a) impose restrictions on the frequency at which shares of a certain Class are issued (and, in particular, decide that shares of a particular Class will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Memorandum);

(b) decide that Shares or Classes will only be issued to persons or entities that have entered into a subscription agreement under which the subscriber undertakes inter alia to subscribe for Shares, during a specified period, up to a certain amount;

(c) impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board may determine to be appropriate) and including but not limited to fix a minimum subscription amount, minimum subsequent subscription amount, and/or a minimum commitment or holding amount;

(d) determine any default provisions on late or non-payment for Shares or restrictions on ownership in relation to the Shares;

(e) in respect of any one given Compartment and/or Class, levy a subscription fee and has the right to waive partly or entirely this subscription charge;

(f) restrict the ownership of shares of a relevant Class to certain type of persons or entities;

(g) decide that payments for subscriptions to Shares will be made in whole or in part on one or more dealing dates, closings or draw down dates at which the commitment of the investor will be called against issue of Shares.

7.4 Shares will be issued at the subscription price calculated in the manner and at such frequency as determined for each Compartment (and, as the case may be, each Class) in the Memorandum.

7.5 The Board may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued Shares and to deliver these Shares.

7.6 The Company may, in its absolute discretion, accept or reject, in whole or in part, any request for subscription for Shares.

Investor or Shareholder's default

7.7 The failure of an investor or a Shareholder to make, within a specified period of time determined by the Board, any required contributions or certain other payments to the Company, in accordance with the terms of its application form, subscription document or agreement or commitment to the Company, entitles the Company to impose on the relevant investor or Shareholder the penalties determined by the Board and detailed in the Memorandum which may include without limitation:

(a) the right of the Company to compulsorily redeem all or part of the Shares of the defaulting Shareholder;

(b) the right to require the defaulting Shareholder to pay damages to the benefit of the Company;

(c) the right for the Company to retain all dividends or other sums to be distributed, as the case may be, with regard to the Shares held by the defaulting Shareholder;

(d) the right of the Company to require the defaulting Shareholder to pay interest at such rate as set out in the Memorandum on all outstanding amounts to be advanced and costs and expenses in relation to the default;

(e) the loss of the defaulting Shareholder's right to be, or to propose, members of such consultative body, investment committee or other committee set up in accordance with the provisions of the Memorandum, as the case may be;

(f) the loss of the defaulting Shareholder's right to vote with regard to any matter that must be approved by all or a specified portion of the shareholders;

(g) the right of the Company to commence legal proceedings;

(h) the right of the Company to reduce or terminate the defaulting Shareholder's commitment;

(i) the right of the other shareholders to purchase all or part of the shares of the defaulting shareholder at a price determined in accordance with the provisions of the Memorandum;

unless such penalties are waived by the Board in its discretion.

7.8 The penalties or remedies set forth above and in the Memorandum will not be exclusive of any other remedy which the Company or the shareholders may have at law or under the subscription agreement, Memorandum or the relevant Shareholder's commitment.

8. Art. 8. Redemptions of shares. Redemption right of shareholders.

8.1 Unless otherwise provided for in the Memorandum in respect of a particular Compartment, Shareholders are not entitled to request the redemption of their Shares.

8.2 If redemptions are permitted in respect of a particular Compartment, these will be subject to the provisions of articles 11 and 13 of these Articles, the redemption price per Share will be paid within a period determined by the Board and disclosed in the Memorandum.

8.3 Unless otherwise provided for in the Memorandum, the redemption price per Share corresponds to the Net Asset Value per Share of the respective Class (less any redemption fee, if applicable). Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

8.4 A process determined by the Board and described in the Memorandum will govern the chronology of the redemption of Shares.

8.5 If, in addition, on a Valuation Date (as defined in article 11.2 below) or at some time during a Valuation Date, redemption applications as defined in these Articles exceed a certain level set by the Board in relation to the Shares of a given Class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption applications for a certain time period and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-executed redemptions will then be executed by priority on the Valuation Date following this period, these redemption applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

8.6 Redeemed Shares will be cancelled.

8.7 All applications for redemption of Shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 13 of these Articles, when the calculation of the Net Asset Value has been suspended or when redemption has been suspended as provided for in this article.

Compulsory redemptions

8.8 Shares may be redeemed at the initiative of the Company in accordance with, and in the circumstances set out under, this article. The Company may in particular decide to:

(a) redeem Shares of any Class and Compartment, on a pro rata basis among Shareholders in order to distribute proceeds (it being understood that no distributions in kind shall take place) generated by an investment through returns or its disposal on a pro rata basis among Shareholders, subject to compliance with the relevant distribution scheme as provided for each Compartment and/or Class in the Memorandum;

(b) carry out a compulsory redemption of Shares:

(i) held by a Restricted Person as defined in, and in accordance with the provisions of, article 10 of these Articles;

(ii) if the assets of an investor are subject to insolvency or similar proceedings or similar proceedings or the opening of such proceedings has been denied due to lack of assets, or if its investor's interest, its claim to the settlement balance (claim of an investor in the event of a redemption of Shares or the Company's dissolution), or one of its other rights as an investor are seized by a creditor and no evidence can be presented that such enforcement measures have been cancelled within sixty (60) days; until such time, all rights of the relevant investor shall be suspended;

(iii) in case of liquidation or merger of the Compartments or Classes, in accordance with the provisions of article 30 of these Articles;

(iv) in case of admission of new investors in the Company in order to equalise previous and subsequent investors if so provided in, and in accordance with the terms and conditions of the Memorandum; and

(v) in all other circumstances set out in the subscription documents, the Memorandum and these Articles.

9. Art. 9. Transfer of shares.

9.1 No sale, assignment, transfer, grant of a participation in, pledge, hypothecation, encumbrance or other disposal (each a Transfer) of all or any portion of any Shareholder's Shares, whether voluntary or involuntary, shall be valid or effective if:

(a) the Transfer would result in a violation of any Luxembourg law or the laws and regulations of US, the UK or any other jurisdiction (including, without limitation, the US Securities Act, any securities laws of the individual states of the United States, or ERISA) or subject the Company, a Compartment or an intermediary vehicle to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the Company;

(b) the Transfer would result in a violation of any term or condition of these Articles or of the Memorandum;

(c) the Transfer would result in the Company, a Compartment or an intermediary vehicle being required to register as an investment company under the United States Investment Company Act of 1940, as amended; and

(d) it must be a condition for any Transfer (whether permitted or required):

(i) to be approved by the Board, such approval not being unreasonably withheld;

(ii) that the transferee is not a Restricted Person;

(iii) not to violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it; and

(iv) that the transferee enters into a subscription agreement in respect of the relevant Shares so transferred.

9.2 The Company, in its sole and absolute discretion, may condition such Transfer upon the receipt of an opinion of responsible counsel which opinion shall be reasonably satisfactory to the Company.

9.3 Notwithstanding 9.1 above, the prior written consent of the Board shall be deemed to be given for any Transfer of Shares or any undrawn commitment in the Company in relation to any of its Compartments by any German Investor which is subject to the provisions of the German insurance supervisory act (VAG, and each a German VAG Investor) provided that the conditions set out under 9.2 above are met. A German VAG Investor's Transfer shall be valid upon agreement on the Transfer between the transferring German VAG Investor, the Transferee and the Company. The Company's right to take any statutory remedies applicable in the event any such Transfer violates mandatory statutory provisions or constitutes good cause because of substantially detrimental consequences for the Company shall remain unaffected. In these instances, the Transfer shall remain valid until the objections against the validity of the Transfer or other disposition were established in a non-appealable court decision or were accepted by the transferring German VAG Investor. Unless otherwise agreed the obligation to pay the unfunded capital commitment of the transferring German VAG Investor shall be assumed by the Transferee and the German VAG Investors liability shall cease to exist.

9.4 Any Transfer of Shares in the Company belonging to the tied assets of a German VAG Investor shall only be valid upon the prior written consent of the nominee appointed pursuant to Section 70 et seq. of the VAG for the tied assets of the German VAG Investor, or his deputy, if applicable.

9.5 Additional restrictions on Transfer may be further set out in the Memorandum in respect of a particular Compartment(s) or Shares in which case no Transfer of all or any part of any investor's shares in the relevant Compartment, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if any of these additional restrictions on Transfer is not complied with.

10. Art. 10. Ownership restrictions. Restricted persons

10.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares by any individual or other entity:

(a) if in the opinion of the Board such holding may be detrimental to the Company, a Compartment or an intermediary vehicle;

(b) if it may result (either individually or in conjunction with other investors in the same circumstances) in

(i) the Company, a Compartment or an intermediary vehicle incurring any liability for any taxation whenever created or imposed and whether in Luxembourg, or elsewhere or suffering pecuniary disadvantages which the same might not otherwise incur or suffer;

(ii) the Company or a Compartment being subject to the U.S. Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended; or

(iii) the Company or a Compartment being required to register its Shares under the laws of any jurisdiction other than Luxembourg (including, without limitation, the US Securities Act or the US Investment Company Act);

(c) if it may result in a breach of any law or regulation applicable to the relevant individual or legal entity itself, the Company or any Compartment, whether Luxembourg Law or any other law; and in particular if a relevant Shareholder does not qualify as a Well-Informed Investor or has lost such qualification for whatever reason; or

(d) if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred;

(such individual or legal entities are to be determined by the Board and are defined herein as Restricted Persons). A person or entity that does not qualify as Well-informed Investor is regarded as a Restricted Person.

10.2 For such purposes the Board may:

(a) decline to issue any Share and decline to register any Transfer, where such registration or Transfer would result in legal or beneficial ownership of such Share(s) by a Restricted Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in the Register or who seeks to register a Transfer in the Register to deliver to the Company, any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the

purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person.

10.3 If it appears that an investor of the Company is a Restricted Person, the Company will be entitled to, in its absolute discretion:

(a) decline to accept the vote of the Restricted Person at the General Meeting and disregard its vote on any matter requiring the Compartment's Consent or the Company's Consent; and/or

(b) retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Restricted Person; and/or

(c) instruct the Restricted Person to sell his/her/its Shares and to demonstrate to the Board that this sale was made within thirty (30) calendar days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on transfer as set out in article 9; and/or

(d) compulsorily redeem all Shares held by the Restricted Person at a price based on the lesser of (i) the latest available Net Asset Value of the Shares at the date on which the Board becomes aware that the relevant Shareholder is a Restricted Person (the moment of consideration being irrelevant if the Net Asset Value is equal to zero or negative) and (ii) the subscription for Shares' amounts paid by the Restricted Person, less a penalty fee equal to, in the absolute discretion of the Board, either (i) 20% of the applicable price or (ii) the costs incurred by the Company as a result of the holding of shares by the Restricted Person (including all costs linked to the compulsory redemption).

11. Art. 11. Calculation of the net asset value.

11.1 The Company, each Compartment or Class may have a net asset value (the Net Asset Value) determined in accordance with Luxembourg law, subject to any adjustment required to ensure that Shareholders are treated fairly and in accordance with the Articles.

11.2 The reference currency of the Company is the EUR.

Calculation of the Net Asset Value

(a) The Net Asset Value of each Compartment and Class shall be calculated in the reference currency of the Compartment or Class in good faith in Luxembourg on each valuation date as stipulated in the relevant special section of the Memorandum (the Valuation Date).

(b) The administrator of the Company shall under the supervision of the Board calculate the Net Asset Value per Class in the relevant Compartment as follows: each Class participates in the Compartment according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class of a particular Compartment on a given Valuation Date adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Date represents the total Net Asset Value attributable to that Class of that Compartment on that Valuation Date. The assets of each Class will be commonly invested within a Compartment but subject to different fee structures, distribution, marketing targets, currency or other specific features as it is stipulated in the relevant special section of the Memorandum. A separate Net Asset Value per Share, which may differ as consequence of these variable factors, will be calculated for each Class as follows: the Net Asset Value of that Class of that Compartment on that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class of that Compartment then outstanding on that Valuation Date.

(c) For the purpose of calculating the Net Asset Value per Class of a particular Compartment, the Net Asset Value of each Compartment shall be calculated by calculating the aggregate of:

(i) the value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Compartment in accordance with the provisions of the Articles; less

(ii) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Compartment in accordance with the provisions of the Articles, and all fees attributable to the relevant Compartment, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Date.

(d) The total net assets of the Company will result from the difference between the gross assets (including the market value of Investments owned by the Company and its Intermediary Vehicles) and the liabilities of the Company based on a consolidated view, provided that

(i) the acquisition costs for Investments (including the costs of establishment of Intermediary Vehicle, as the case may be) shall be amortised over the planned strategic investment period of each of such Investment, as confirmed by the Board, or for a maximum period of five (5) years rather than expensed in full when they are incurred; and

(ii) the set up costs for the Company and any Compartment shall be amortised over a maximum period of five (5) years rather than expensed in full when they are incurred.

Asset and liabilities - Valuation rules

11.3 The assets of the Company shall include assets of any kind and nature including expenses paid in advance, insofar as the same have not been written off.

11.4 The liabilities of the Company shall include liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law and Luxembourg GAAP. In determining the amount of such liabilities the Company

shall take into account all expenses payable by the Company and may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

11.5 The value of the assets of the Company will be determined as follows:

(a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(b) any financial instruments (including transferable securities and any money market instruments) negotiated or listed on a stock exchange or any other organised market will be valued on the basis of the last known price, unless this price is not representative, in which case the value of such an asset will be determined on the basis of its fair value estimated by the Board with good faith;

(c) the interests in unlisted funds registered in the name of the relevant Compartment or in the name of an intermediary vehicle shall be valued at their last official and available net asset value, as reported or provided by such funds or their agents, or at their last unofficial net asset values (ie, estimates of net asset values) if more recent than their last official net asset values. The official or unofficial net asset value of a fund may be adjusted for subsequent capital calls and distributions and applicable redemption charges where appropriate. The Board may adjust the net asset value or other valuation so provided where the Board considers such net asset valuation or other valuation information does not accurately reflect the Company's or the Compartment's interests in such fund, whether because such information has been generated after a delay from the fund's own valuation point, change in markets or otherwise. The Net Asset Value is final and binding notwithstanding that it may have been based on unofficial or estimated net asset values;

(d) investments registered in the name of the relevant Compartment or in the name of an Intermediary Vehicle, other than mentioned in articles 11.5(a) to 11.5(b) will be valued as more fully described in section 12 of the general section of the Memorandum and the relevant special section of the Memorandum, provided that the Board may deviate from such valuation if deemed in the interest of the Company and its Shareholders.

11.6 The Board, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company in accordance with Luxembourg Law. This method will then be applied in a consistent way. The Administrator can rely on such deviations as approved by the Board for the purpose of the Net Asset Value calculation.

11.7 If a Compartment issues separate Series of Shares in relation to a Class, the calculation of the NAV per Series of Shares on a Valuation Date in respect of such Compartment will be made as described in the relevant Compartment's special section.

11.8 For the purpose of this article 11,

(a) Shares shall be treated as being in issue as from the time specified by the Company on the Valuation Date with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company;

(b) Shares to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(c) where on any Valuation Date, the Company has contracted to

(i) purchase an Investment, the value of the consideration to be paid for that Investment shall be shown as a liability and the value of the Investment to be acquired shall be shown as an asset;

(ii) sell an Investment, the value of the consideration to be received for that Investment shall be shown as an asset and the Investment to be delivered shall not be included in the assets;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or this Investment is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Board.

11.9 Allocation of assets and liabilities

(a) the proceeds to be received from the issue of Shares of any Class shall be applied in the books of the Company to the Compartment corresponding to that Class, provided that if several Classes are outstanding in the Compartment, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of this Compartment attributable to that Class;

(b) the assets and liabilities and income and expenditure applied to a Compartment shall be attributable to the Classes corresponding to such Compartment;

(c) where any asset is derived from another asset, such asset shall be attributable in the books of the Company to the same Class as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Class;

(d) where the Company incurs a liability in relation to any asset of a particular Class within a Compartment or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Class within a Compartment, this liability shall be allocated to the relevant Class within that Compartment;

(e) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class, this asset or liability shall be allocated to all the Classes pro rata to their respective Net Asset Value or in such other manner as determined by the Board acting in good faith;

(f) upon the payment of distributions to the Shareholders of any Class, the Net Asset Value of that Class shall be reduced by the amount of such distributions.

11.10 General rules

(a) all valuation regulations and determinations shall be interpreted and made under Luxembourg law;

(b) for the avoidance of doubt, the provisions of this Section 11 are rules for determining the NAV per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any Shares issued by the Company;

(c) the Net Asset Value as of any Valuation Date will be made available to Shareholders at the registered office of the Company as soon as it is finalised. The Board will use its best efforts to calculate and to finalise the Net Asset Value within a certain timeframe following the Valuation Date as further specified in the relevant special section of the Memorandum;

(d) claims of the Company against investors in respect of Undrawn Commitments shall not be taken into account for the purpose of the calculation of the NAV;

(e) different valuation rules may be applicable in respect of a specific Compartment as further laid down in the relevant special section of the Memorandum.

12. Art. 12. Valuation of investments. Unless otherwise provided for in respect of a particular Compartment in that Compartment's special section, the following rules apply in respect of the valuation process of investments.

General

12.1 The Board appraises the market value of the investments. For the purposes of appraising the market value of investments, the Board may use valuations provided by one or more independent valuers selected and appointed upon their expertise and knowledge on the relevant investments.

12.2 The name of each independent valuer whose valuations have been used by the Company will be published in the Company's annual report. The Shareholders may furthermore inform themselves at the registered office of the Company on the independent valuers.

Valuations of Investments

12.3 The market value of the investments will be valued at least once a year in accordance with local laws, regulations and customary market practice depending on the location of the relevant Investment (the Annual Valuation).

12.4 The Annual Valuation will be used for valuing the relevant investment in connection with calculating the Net Asset Value on each Valuation Date during the following twelve (12) months period unless in the Board's opinion there is a material change in the general economic situation or in the condition of the relevant Investment which requires a new valuation which will be carried out in accordance with articles 12.3 above.

12.5 The administrator of the Company is entitled to rely, without further inquiry, on the valuations provided by the Board or by the independent valuer and, for the avoidance of doubt, the administrator of the Company will be under no obligation to value the investments in calculating the Net Asset Value.

13. Art. 13. Temporary suspension of calculation of the net asset value.

13.1 The Board may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value and the issue or redemption of Shares:

(a) when one or more stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the investment, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the investment are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(b) if, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Board, disposal of the investment is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders;

(c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment or if, for any reason beyond the responsibility of the Board, the value of any investment may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Investments cannot be effected at normal rates of exchange;

(e) if for any other reason, the price of an Investment cannot be accurately determined;

(f) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of winding-up the Company, a Compartment, Class; or

(g) if the suspension is required by law or legal process.

13.2 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify Shareholders requesting redemption or conversion of their Shares of such suspension.

13.3 Such suspension as to any Compartment will have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Compartment or Class.

14. Art. 14. Management.

14.1 The Company will be managed by a Board. The Board is fully and exclusively responsible for the performance of the overall investment policy and objectives, management and administration of the Company.

14.2 The Board will be composed of at least three (3) directors (the Directors). The Directors, either Shareholders or not, are appointed by the General Meeting for a term which may not exceed six (6) years. The Directors may be dismissed at any time and at the sole discretion of a General Meeting. The Board will be elected by the Shareholders at the General Meeting at which the number of Directors, their remuneration and term of office will also be determined.

14.3 When a legal entity is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task for his own account and on his own behalf, without prejudice to the joint liability of him and the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Representative unless it simultaneously appoints a new permanent representative.

14.4 Directors are selected by a majority vote of the Shares present or represented at the relevant General Meeting.

14.5 Directors may be removed with or without cause or replaced at any time by a resolution adopted by the General Meeting.

14.6 In the event of a vacancy in the office of a Director, the remaining Directors are not empowered to fill in such vacancy. The remaining Directors will convene without delay a General Meeting to nominate a person to fill in the vacancy in the office.

15. Art. 15. Meetings of the board.

15.1 The Board will appoint a chairman (the Chairman) among the directors and may choose a secretary, who need not be a Director, and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board. The Chairman will preside at all meetings of the Board. In his/her absence, the other Directors will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the Directors present or represented at such meeting.

15.2 The Board will meet upon call by the Chairman or any two Directors at the place indicated in the notice of meeting.

15.3 Written notice of any meeting of the Board will be given to all the Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances will be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

15.4 No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (to the extent valid under Luxembourg law) is affixed, of each member of the Board. Separate written notice will not be required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

15.5 Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (to the extent valid under Luxembourg law) is affixed, another Director as his/her/its proxy.

15.6 The Board can validly debate and take decisions only if at least the majority of its members is present or represented. A Director may represent more than one of his or her colleagues, under the condition however that at least two Directors are present at the meeting or participate at such meeting by way of any means of communication that are permitted under the Articles and by the 1915 Act. Decisions are taken by the majority of the members present or represented.

15.7 In case of a tied vote, the Chairman of the meeting will have a casting vote.

15.8 Any Director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means will constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

15.9 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution will consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each Director. The date of such resolution will be the date of the last signature.

16. Art. 16. Minutes of meetings of the board.

16.1 The minutes of any meeting of the Board will be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting.

16.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or any two members of the Board.

17. Art. 17. Powers of the board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the 1915 Act or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

18. Art. 18. Delegation of powers.

18.1 The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a Shareholder or not, or a member of the Board or not, who will have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

18.2 The Board may appoint a person, either a Shareholder or not, either a Director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the governing body. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the governing board of any such entity.

18.3 The Board is also authorised to appoint a person, either Director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

19. Art. 19. Binding signatures.

19.1 The Company will be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two Directors.

19.2 The Company will further be bound by the joint signatures of any persons or the sole signature of the person to whom specific signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power. Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect in accordance with the article 18.1 above.

20. Art. 20. Appointment of investment adviser.

20.1 The Board may appoint one or more Investment Advisors to act in a purely advisory capacity to the Company in respect of one or more Compartment(s) as it deems necessary in relation to the management of the assets of a Compartment, as is stipulates in the Memorandum.

21. Art. 21. Investment policy and Restrictions.

21.1 The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Compartment, (ii) any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company and its Compartments assets in accordance with the 2007 Act, (iii) the hedging strategy to be applied to specific Classes within particular Compartments and (iv) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as will be set forth by the Board in the Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

21.2 The Board will also have power to determine any restrictions which will from time to time be applicable to the investment of the Company's assets, in accordance with the 2007 Act including, without limitation, restrictions in respect of:

- (a) the borrowings of the Company thereof and the pledging of its assets; and
- (b) the maximum percentage of the Company's assets which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which it may acquire.

21.3 The Board, acting in the best interests of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Memorandum, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Compartment be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their Compartments.

21.4 The Board decides to create one or more feeder Compartments. Each such feeder Compartment will invest at least 85% and up to 100% of its assets in units of another eligible master vehicles (or compartments thereof) under the conditions set out by applicable law and such other conditions as set out in the Memorandum.

21.5 A Compartment (the Cross-investing Compartment) may invest in one or more Compartments (the Target Compartment(s)) in accordance with the provisions of the 2007 Act. Voting rights, if any, attached to the relevant Shares are suspended for as long as they are held by the Cross-investing Compartment and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports.

22. Art. 22. Investment committee.

22.1 The Board may establish committees and delegate to such committees full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the management and affairs of the Company in respect of one or more Compartment(s) or to act in a purely advisory capacity to the Company in respect of one or more Compartment(s).

22.2 The rules concerning the composition, functions, duties, remuneration of these committees shall be as set forth in the Memorandum.

23. Art. 24. Conflict of interests General. Description of conflicts of interest

23.1 A Director, a member of any investment advisory committee, employee or officer of a service provider (the Conflicted Party or the Conflicted Parties) may be engaged in other business activities in addition to managing and providing directly or indirectly services to the Company. The Conflicted Person will be obliged to devote such part of his/her professional time and attention to the business of the Company as is reasonably required in the best interest of the Company and its Shareholders to effectively manage the Company or to effectively provide services to the Company.

Rules of conduct adopted by the Company to minimise conflicts of interest

23.2 The Company adopted rules of conduct to minimise conflicts of interest to comply with article 42bis (2) of the 2007 Act.

23.3 Each Director is required to follow these rules of conduct.

23.4 Investors may consult the rules of conduct at the registered office of the Company during normal business hours at each business day.

24. Art. 24. Indemnification.

24.1 The initiator, the custodian, the administrator, the domiciliary agent, the investment adviser, the member of any investment advisory committee and their affiliates, directors, managers, agents, partners, employees or officers of each of the foregoing as well as the Directors (each referred to as an Indemnified Person) are entitled to be indemnified, out of the relevant Compartment's asset (and, for the avoidance of doubt, which may be from the Company's asset if the relevant matter applies to the Company as a whole or to all Compartments), against all liabilities, costs or expenses (including reasonable legal fees), damages, losses, suits, proceedings and actions, whether judicial, administrative, investigative or otherwise, that may be incurred by such Indemnified Person, or in which such Indemnified Person may become involved or with which such Indemnified Person may become threatened, in connection with, or relating to, or arising or resulting from in respect of or in connection with any matter or other circumstance relating to or resulting from the exercise of its powers or from the provision of services to or in respect of the Company or under or pursuant to any management agreement or other agreement relating to the Company or which otherwise arise in relation to or in connection with the operation, business or activities of the Company, provided that no Indemnified Person shall be entitled to such indemnification for any action or omission resulting from any behaviour by it which qualifies as fraud, wilful misconduct, reckless disregard or gross negligence.

25. Art. 25. Powers of the general meeting of the company.

25.1 As long as the Company has only one Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting will be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one Shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

25.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted General Meeting will represent the entire body of Shareholders of the Company. It will have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

26. Art. 26. Annual general meeting of the shareholders - Other meetings.

26.1 The annual General Meeting will be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Thursday of March of each year at 11:00 (Luxembourg time). If such day is not a business day, the annual General Meeting will be held on the preceding day which is a business day.

26.2 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board exceptional circumstances so require.

26.3 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the General Meeting.

26.4 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means will constitute presence in person at such meeting.

27. Art. 27. Notice, Quorum, Convening notices, Powers of attorney and Vote.

27.1 The notice periods and quorum provided for by law will govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

27.2 The Board or, if exceptional circumstances require so, any two Directors acting jointly may convene a General Meeting. They will be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if Shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more Shareholders representing

at least one tenth of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least five (5) days before the relevant General Meeting.

27.3 All the Shares being in registered form, the convening notices will be made by registered letters only.

27.4 Each Share is entitled to one vote, subject to article 10.3(a) of these Articles.

27.5 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

27.6 However, resolutions to alter the Articles may only be adopted in a General Meeting where at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which concern the objects or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second General Meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles and the 1915 Act. The second General Meeting will validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes expressed at the relevant General Meeting. Votes relating to shares for which the Shareholder did not participate in the vote, abstain from voting, cast a blank (blanc) or spoilt (nul) vote are not taken into account to calculate the majority.

27.7 The nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of the Shareholders and bondholders, if any.

27.8 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person who need not be a Shareholder as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (to the extent valid under Luxembourg law) is affixed.

27.9 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

27.10 The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

27.11 To the extent permitted by law, the convening notice to a General Meeting may provide that the quorum and majority requirements will be assessed against the number of shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the relevant meeting (the Record Date) in which case, the right of any shareholder to participate in the meeting will be determined by reference to his/her/its holding as at the Record Date.

27.12 The Shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (ii) the indication of the shares for which the Shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Company seventy-two (72) hours before the relevant General Meeting.

27.13 Before commencing any deliberations, the Shareholders will elect a chairman of the General Meeting. The chairman will appoint a secretary and the Shareholders will appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer form the General Meeting's bureau.

27.14 The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and by any Shareholder who wishes to do so.

27.15 However, in case decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board or any two other Directors.

28. Art. 28. General meetings of Shareholders in a compartment or in a class.

28.1 The Shareholders of the Classes issued in a Compartment may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters which relate exclusively to that Compartment.

28.2 In addition, the Shareholders of any Class may hold, at any time, General Meetings for any matter which are specific to that Class.

28.3 The provisions of article 27 apply to such General Meetings, unless the context otherwise requires.

29. Art. 29. Auditors.

29.1 The accounting information contained in the annual report of the Company will be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

29.2 The independent auditor will fulfil all duties prescribed by the 2007 Act.

30. Art. 30. Liquidation or Merger of compartments or classes.

30.1 In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Compartment or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Compartment or Class to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation, or as a matter of economic rationalisation, the General Meeting of any Class or of any Compartment will have the power, upon proposal from the Board, to redeem all the Shares of the relevant Compartment or Class and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares, taking into account actual realisation prices of investments

and realisation expenses, calculated on the Valuation Date immediately preceding the date at which such decision will take effect or to convert Shares of a relevant Class under the terms fixed by the Board into Shares of another Class. There will be no quorum requirements for this General Meeting which will decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such General Meeting.

30.2 Any request for subscription will be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Class.

30.3 Assets which may not be distributed upon the implementation of the liquidation or merger will be deposited with the Caisse des Dépôts et Consignations in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto within the applicable time period.

30.4 All redeemed Shares will be cancelled.

30.5 Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the Board may decide to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment or to another undertaking for collective investment (UCI) organised under the provisions of the 2007 Act or part II of the law of 17 December 2010 concerning UCI, as amended, or to another Compartment within such other UCI (the New Compartment) and to re-designate the shares of the Compartment concerned as shares of the New Compartment (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be communicated in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Compartment), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

30.6 Notwithstanding the powers conferred on the Board by article 30.5, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Compartment to another Compartment within the Company may, in any other circumstances, be decided upon by a General Meeting of the Compartment or Class concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

30.7 The allocation of the assets of the Company to those of another UCI (or a Compartment thereof) or the contribution of the assets and liabilities of the Company to another UCI (or a Compartment thereof) will require a resolution of the General Meeting with 50% quorum requirement of the Shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based UCI, in which case resolutions will be binding only on such Shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

31. Art. 31 - Accounting year. The accounting year of the Company will begin on 1 October and ends on 30 September of each year.

32. Art. 32. Annual accounts.

32.1 Each year, at the end of the financial year, the Board will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the 2007 Act.

32.2 At the latest one month prior to the annual General Meeting, the Board will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the independent auditor of the Company who will thereupon draw up its report.

32.3 At the latest fifteen (15) days prior to the annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the reports of the Board and of the independent auditor and such other documents as may be required by law will be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the Shareholders during regular business hours.

33. Art. 33. Application of income.

33.1 Each year the General Meeting will decide, based on a proposal from the Board, for each Compartment, on the use of the balance of the year's net income of the Investments. A dividend may be distributed. Only cash distributions will be made. Distributions may take place through the redemption of Shares. Further, dividends may include a capital distribution, provided that after distribution the net assets of the Company total more than EUR1,250,000.

33.2 Over and above the distributions mentioned in the preceding paragraph, the Board may determine to the payment of interim dividends (including, for the avoidance of doubt, through a redemption of Shares) in the form and under the conditions as provided by law. Any such distribution will be made in compliance with the distribution scheme applicable to the relevant Compartment.

33.3 Payments will be made in the reference currency of the relevant Compartment and/or Class. Dividends remaining unclaimed for five (5) years after their declaration will be forfeited and revert to the relevant Compartment.

33.4 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

34. Art. 34. Custodian.

34.1 The Company will enter into a custodian agreement with a bank or savings institution which will satisfy the requirements of the 2007 Act (the Custodian) which will assume towards the Company and its Shareholders the responsibilities provided by the 2007 Act. The fees payable to the Custodian will be determined in the depositary agreement.

34.2 In the event of the Custodian desiring to retire, the Board will within two (2) months appoint another financial institution to act as depositary and upon doing so the Board will appoint such institution to be depositary in place of the retiring Custodian. The Board will have power to terminate the appointment of the Custodian but will not remove the Custodian unless and until a successor depositary will have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

35. Art. 35. Winding up.

35.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles.

35.2 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting by the Board. The General Meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the General Meeting.

35.3 The question of the dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 5; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-quarter of the votes of the Shares represented at the General Meeting.

35.4 The General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

35.5 In the event of dissolution of the Company, then its liquidation will be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the General Meeting effecting such dissolution and which will determine their powers and their compensation.

35.6 The decision to dissolve the Company will be published in the Memorial and, if required or necessary, in two newspapers with adequate circulation, one of which must then be a Luxembourg newspaper.

35.7 The liquidator(s) will realise each Compartment's assets in the best interests of the Shareholders and apportion the proceeds of the liquidation of each Compartment, net of all liquidation expenses, among the holders of shares in each Class in accordance with their respective rights.

35.8 The remaining liquidation proceeds following the closing of the liquidation are to be deposited with the Caisse de Dépôt et Consignations in Luxembourg as soon as possible following the decision by the Shareholders to dissolve and liquidate the Company.

35.9 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation of the Company will remain with the Caisse des Dépôts et Consignations in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they will be forfeited.

36. Art. 36. Applicable law.

36.1 All matters not governed by these Articles will be determined in accordance with the 2007 Act and the 1915 Act in accordance with article 1.2 of these Articles.

Transitional provisions

The first accounting year begins today and ends on 30 September 2014. The first annual General Meeting will be held in 2015.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes to EUR 31,000 (thirty-one thousand) Shares representing the total share capital of the Company.

All these shares have been fully paid up by the shareholder by payment in cash, so that the sum of EUR 31,000 (thirty-one thousand) paid by the shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by ARTICLES 26,26-3 and 26-5 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 4,000.-.

Resolutions of the sole shareholder

The above named party, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. the number of directors is set at three (3). The following persons are appointed as directors for a term which should end on the annual general meeting which will take place in 2015:

(a) Mr Guy Friedgen, director, born on 19 May 1969 in Luxembourg and with professional address at Tölzer Straße 15, D-82031 Grünwald, Germany;

(b) Mrs Marie-Anne van den Berg, director, born on 14 August 1961 in Luxembourg and with professional address at 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

(c) Mr Marc Kriegsmann, director, born on 12 February 1976 in Lich and with professional address at 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. that there be appointed Ernst & Young, société anonyme, with registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, (RCS Luxembourg B 47771) as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for a term which should end on the annual general meeting which will take place in 2015;

3. that the address of the registered office of the Company is at 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and as at 1 December 2013 at 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed the present deed together with the notary.

Signé: R. SAILER, K. RICHARD et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 octobre 2013. Relation: LAC/2013/48676. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 novembre 2013.

Référence de publication: 2013156258/839.

(130191307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2013.

APi Group Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 180.898.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh day of the month of October,
before the undersigned Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,
there appeared:

APi Group, Inc., a company existing under the laws of the State of Minnesota, U.S.A., having its registered office at 1100 Old Hwy 8 NW, New Brighton, MN 55112, U.S.A., registered with the Secretary of the State of Minnesota, under number 9K-837,

here represented by Mr Frank Stolz-Page, residing professionally in Mondorf-les-Bains,
by virtue of a proxy under private seal given in New Brighton on August 29, 2013,
and

APi Oil & Gas, Inc., a company existing under the laws of the State of Minnesota, U.S.A., having its registered office at 1100 Old Hwy 8 NW, New Brighton, MN 55112, U.S.A., registered with the Secretary of the State of Minnesota, under number 673607100033,

here represented by Mr Frank Stolz-Page, prenamed,
by virtue of a proxy under private seal given in New Brighton on August 29, 2013.

Said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated above, have required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which they declare organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "APi Group Lux S.à r.l." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in Luxembourg or abroad, in any companies and/or enterprises in any form whatsoever. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company and/or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form except by way of public offer and proceed by private placement only to the issue of bonds, notes, debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds, including without limitation, resulting from any borrowings of the Company and/or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or entities it deems fit.

The Company may further guarantee, grant security in favor of or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company. The Company may further give guarantees, pledge, transfer or encumber or otherwise create security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and generally for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorization.

The Company may further act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or similar entities.

The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations (including, without limitation, transactions with respect to real estate or movable property) which may be useful or necessary to the accomplishment of its purpose or which are directly or indirectly related to its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the sole manager or, in case of several managers, by the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the sole manager or, in case of several managers, by the board of managers.

In the event that the sole manager or the board of managers determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. The Company's share capital is set at twenty thousand US dollars (USD 20,000.-) represented by two million (2,000,000) shares with a par value of one US cent (USD 0.01) each.

Each share is entitled to one (1) vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 6. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters (3/4) of the share capital at least.

Art. 7. The Company will recognise only one (1) holder per Share. In case a share is held by more than one (1) person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one (1) person has been designated as sole holder in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

Art. 8. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Any inter vivos transfer to a new shareholder is subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters (3/4) of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters (3/4) of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 9. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 10. The Company is managed by one (1) or several managers, who need not be shareholders.

In the case of several managers, the board of managers is composed of at least one (1) A manager and one (1) B manager.

In dealing with third parties, the sole manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is/are appointed by the sole shareholder, or as the case may be, the shareholders, who fix(es) the term of his/their office. He/They may be dismissed freely at any time by the sole shareholder, or as the case may be, the shareholders.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by the individual signature of any A manager or by the joint signature of any B manager together with any A manager, and may also be bound by the signature of any duly authorised representative within the limits of such authorization.

Art. 11. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which shall choose from among its A managers a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall chair all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by consent in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the members of the board of managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in the case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication another manager as his proxy. A manager may represent more than one (1) of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present and/or represented, including at least one (1) A manager, at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present and/or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 12. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two (2) managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two (2) managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 13. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 14. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Collective decisions of the shareholders - Decisions of the sole Shareholder

Art. 15. Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares it owns. Each shareholder is entitled to as many votes as it holds or represents shares.

Art. 16. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half (1/2) of the share capital.

The shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority (in number) of shareholders representing three quarters (3/4) of the share capital at least.

Art. 17. In the case of a sole shareholder, such shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 18. The Company's year commences on January first (1st) and ends on December thirty-first (31st) of each year.

Art. 19. Each year on December 31 the accounts are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 20. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

Art. 21. The sole manager or the board of managers, as the case may be, or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the sole manager or the board of managers, as the case may be, that the first two conditions have been satisfied.

Art. 22. The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one (1) or more liquidators, who need not be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

Subscriptions and payments

APi Group, Inc., prenamed, has subscribed for one million nine hundred eighty thousand (1,980,000) shares; and APi Oil & Gas, Inc., prenamed, has subscribed for twenty thousand (20,000) shares.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the aggregate amount of twenty thousand US dollars (USD 20,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional disposition

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2013.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

Resolutions of the Shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to pass the following shareholder's resolutions unanimously:

1. The registered office of the Company shall be at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. Lee Reuben Anderson, Sr., born on 22 June 1939 in St. Paul, Minnesota, U.S.A., residing at 3054 Gordon Drive in Naples, FL 34102, U.S.A., is appointed as an A manager of the Company for an unlimited period.

3. William Merrill Beadie, born on 11 February 1940 in St. Paul, Minnesota, U.S.A., residing at 705 Montcalm Place, St. Paul, MN 55116, U.S.A., is appointed as an A manager of the Company for an unlimited period.

4. Virginia Jennifer Strelen, private employee, born on 30 May 1977 in Bergisch Gladbach, Germany, residing at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg is appointed as a B manager of the Company for an unlimited period.

5. Jean-Marc Cliff McLean, private employee, born on 13 March 1976 in Port of Spain, Trinidad and Tobago, residing at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg is appointed as a B manager of the Company for an unlimited period.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of divergence between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the parties appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le onzième jour du mois d'octobre,
par-devant Maître Marc Loesch, notaire demeurant à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

APi Group, Inc., une société régie par les lois de l'état du Minnesota, U.S.A., ayant son siège social au 1100 Old Hwy 8 NW, New Brighton, MN 55112, U.S.A., immatriculée auprès du Secrétaire de l'état du Minnesota sous le numéro 9K-837,

représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg,
agissant en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à New Brighton le 29 août 2013,
et

APi Oil & Gas, Inc., une société régie par les lois de l'état du Minnesota, U.S.A., ayant son siège social au 1100 Old Hwy 8 NW, New Brighton, MN 55112, U.S.A., immatriculée auprès du Secrétaire de l'état du Minnesota sous le numéro 673607100033,

représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg,
agissant en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à New Brighton le 29 août 2013,

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes ainsi que par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte notarié pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées tel que décrit ci-dessus, ont requis le notaire soussigné d'enregistrer l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituer et de dresser les statuts qu'elles ont arrêtés comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination sociale «APi Group Lux S.à r.l.» (la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. L'objet de la Société consiste en l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations ou d'intérêts, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés et/ou entreprises sous quelque forme que ce soit. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société et/ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit excepté par voie d'offre publique et elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'obligations, de billets à ordre, de titres de créance ou de toute sorte de créance ou de titres participatifs.

La Société peut prêter des fonds comprenant, sans limitation, ceux résultant de ses emprunts et/ou émissions de titres participatifs ou de titres de créance de toute sorte, à ses filiales, à des sociétés affiliées et à toutes autres sociétés et/ou entités jugées appropriées.

La Société peut également garantir, accorder des garanties à ou assister de manière autre des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. La Société peut en outre consentir des garanties, nantir, céder ou grever de charge ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses actifs pour garantir ses propres obligations et celles de toute autre

société, généralement pour son propre bénéfice et celui de toute autre société ou personne. Pour éviter toute ambiguïté, la Société ne peut pas exercer d'activités réglementées du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut encore agir en tant qu'associé commandité ou commanditaire avec responsabilité illimitée ou limitée pour toutes les dettes et obligations de sociétés en commandite (partnership) ou entités similaires.

La Société peut employer toutes techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques liés aux crédits, aux fluctuations monétaires, aux fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut, pour son propre compte ainsi que pour le compte de tiers, accomplir toutes les opérations (comprenant, sans limitation, des transactions mobilières et immobilières) utiles ou nécessaires à l'accomplissement de son objet social ou se rapportant directement ou indirectement à celui-ci.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par simple résolution du gérant unique ou, en cas de plusieurs gérants, du conseil de gérance.

Des agences ou succursales peuvent être ouvertes au Grand-Duché de Luxembourg ou dans tout autre pays par simple résolution du gérant unique ou, en cas de plusieurs gérants, du conseil de gérance.

Au cas où le gérant unique ou le conseil de gérance décide que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura pas d'effet sur la nationalité de la Société qui restera, malgré le transfert provisoire du siège social, une société luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à la somme de vingt mille US dollars (USD 20.000,-) représenté par deux millions (2.000.000) de parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'US dollars (USD 0,01) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 7. La Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. Dans le cas où une (1) part sociale serait détenue par plusieurs personnes, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part sociale jusqu'au moment où une (1) personne aura été désignée comme propriétaire unique vis-à-vis de la Société. La même règle sera appliquée en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier et un débiteur gagiste.

Art. 8. Les parts sociales de la Société sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés, avec une majorité d'au moins trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés, avec une majorité de trois quarts (3/4) du capital social. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sociales sont transmises, soit à des ascendants, soit à des descendants ou encore au conjoint survivant.

Art. 9. Le décès, l'interdiction de droits civiques, la faillite ou l'insolvabilité de l'un des associés ne constitue pas une cause de dissolution de la Société.

C. Gérance

Art. 10. La Société est gérée par un (1) ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

En cas de plusieurs gérants, le conseil de gérance est composé d'au moins un (1) gérant A et un (1) gérant B.

Vis-à-vis des tiers, le gérant unique ou, dans le cas de plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Les gérants sont nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, le cas échéant, qui fixera la durée de leur mandat. Les gérants sont librement révocables à tout moment par l'associé unique ou les associés, le cas échéant.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, dans le cas de plusieurs gérants, par la signature individuelle de tout gérant A ou par la signature conjointe d'un gérant B ensemble avec la signature d'un gérant A, ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué dans les limites du mandat.

Art. 11. En cas de plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi les gérants A un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les réunions du conseil de gérance seront tenues au siège social de la Société sous réserve de tout autre endroit indiqué dans la convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance mais, en son absence, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chacun des gérants par écrit ou par câble, télégramme, courrier électronique, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Aucune convocation ne sera nécessaire si tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés lors d'une réunion du conseil de gérance ou au cas où des résolutions écrites sont approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, courrier électronique, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée, y compris au moins un (1) gérant A, à une réunion du conseil de gérance. Les décisions seront prises avec une majorité des voix des gérants présents ou représentés à une telle réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, courrier électronique, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Le tout ensemble constitue le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 12. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux (2) gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux (2) gérants ou par toute personne dûment autorisé à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 13. Le décès ou démission d'un gérant, pour quelque motif que ce soit, ne constitue pas une cause de dissolution de la Société.

Art. 14. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions collectives des associés

Décisions de l'associé unique

Art. 15. Chaque associé est en droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 16. A moins que les statuts ne prévoient une majorité plus élevée, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

La nationalité de la Société ne peut être changée qu'avec le consentement unanime des associés. Toute autre modification des statuts nécessite l'approbation de la majorité (en nombre) des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 17. Si la Société ne dispose que d'un associé unique, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Distribution de bénéfice

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année au trente et un décembre les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs de l'actif et du passif de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 20. Il est prélevé 5 % (cinq pour cent) sur le bénéfice net pour les besoins de la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne 10 % (dix pour cent) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. L'associé unique ou le conseil de gérance, selon le cas, ou l'assemblée générale des associés pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires, sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faites depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des statuts présents et (iii) le commissaire aux comptes de la Société, le cas échéant, a considéré dans son rapport au conseil de gérance, que les deux premières conditions ont été satisfaites.

Art. 22. La prime d'émission, le cas échéant, est librement distribuable aux associés par une résolution des associés/ de l'associé ou des gérants, sous réserve de toute disposition légale concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la Société sera liquidée par un (1) ou plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur (s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif, à moins qu'autre chose ne soit prévu.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée.

Souscriptions et libérations

APi Group, Inc., prénommée, a souscrit à un million neuf cent quatre-vingt mille (1.980.000) parts sociales de la Société; et

APi Oil & Gas, Inc., prénommée, a souscrit à vingt mille (20.000) parts sociales de la Société.

Toutes les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées en espèce de sorte que la somme totale de vingt mille US dollars (USD 20.000,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2013.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille deux cents euros (EUR 1.200).

Résolutions des associés

Les personnes susmentionnées, représentant la totalité du capital social souscrit et se considérant elles-mêmes dûment convoqués, ont immédiatement adoptés les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Lee Reuben Anderson, Sr., né le 22 juin 1939 à St. Paul, Minnesota, Etats-Unis d'Amérique, demeurant au 3054 Gordon Drive in Naples, FL 34102, U.S.A., est nommé gérant A de la Société pour une période illimitée.

3. William Merrill Beadie, née le 11 février 1940 à St. Paul, Minnesota, U.S.A., demeurant au 705 Montcalm Place, St. Paul, MN 55116, U.S.A., est nommé gérant A de la Société pour une période indéterminée.

4. Virginia Jennifer Strelen, employée privée, née le 30 mai 1977 à Bergisch Gladbach, Allemagne, demeurant au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée gérant B de la Société pour une période illimitée.

5. Jean-Marc Cliff McLean, employé privé, né le 13 mars 1976 à Port of Spain, Trinité et Tobago, demeurant au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé gérant B de la Société pour une période illimitée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 14 octobre 2013. REM/2013/1806. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 17 octobre 2013.

Référence de publication: 2013145256/415.

(130177635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Mavi, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7610 Larochette, 4, place Bleech.

R.C.S. Luxembourg B 180.920.

— STATUTS

L'an deux mille treize, le trente septembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1.- Monsieur Marco CELOTTO, restaurateur, né le 1 mars 1959 à Differdange, domicilié au 4, Place Bleech, L-7610 Larochette,

2.- Madame Viviane CELOTTO, retraitée, née le 22 juin 1957 à Differdange, domiciliée au 20, rue Woiwer, L-4687 Differdange.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent entre eux:

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de «MAVI». La société exercera son activité également sous l'enseigne commerciale de «Auberge Op der Bleech».

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'une auberge de moins de dix chambres et d'un restaurant avec débit de boissons alcooliques et non-alcooliques, à consommer sur place ou à emporter.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Larochette.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 12. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 18. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions Générales

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les parts sociales comme suit:

Souscripteurs	Nombre de parts sociales	Montant souscrit et libéré en EUR
1. Monsieur Marco CELOTTO, prénommé	quinze (15)	mille huit cent soixante-quinze euros (EUR 1.875,-)
2. Madame Viviane CELOTTO, prénommée	quatre-vingt-cinq (85)	dix mille six cent vingt-cinq euros (EUR 10.625,-)
TOTAL	cent (100)	douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-)

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ mille cinquante euros (EUR 1.050,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi à L-7610 Larochette, 4, Place Bleech.

2.- L'assemblée désigne comme gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Marco CELOTTO, restaurateur, né le 1 mars 1959 à Differdange, domicilié au 4, Place Bleech, L-7610 Larochette.

3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Marco CELOTTO, Viviane CELOTTO, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 03 octobre 2013. Relation GRE/2013/4013. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2013145607/114.

(130178191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Finnet SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 138.684.

En date du 03 octobre 2013 j'ai démissionné de ma fonction d'administrateur et de Président de la société FINNET S.A., ayant son siège social à 26-28 rives de Clausen à L-2165 Luxembourg, RCSL B138684.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013148025/10.

(130181211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Fiocco S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 37.479.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013148028/10.

(130181217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Finext S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 175.488.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013148023/11.

(130181288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.
